

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES
DANS LES ENTREPRISES ET EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE POLY CULTURE, D'ÉLEVAGE, D'AVICULTURE ET CUMA
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, RURAUX ET FORESTIERS
(Ile-de-France)
(16 juin 2008)**

(Etendue par arrêté du 20 avril 2009,
Journal officiel du 30 avril 2009)

AVENANT N° 8 DU 24 JUIN 2016

NOR : AGRS1697267M

Entre

Fédération régionale des syndicats des exploitants agricoles d'Ile-de-France

Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole d'Ile-de-France

D'une part, et

Union régionale des syndicats agroalimentaires et forestiers de la région parisienne CGT

Fédération CFTC de l'agriculture

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes Force ouvrière

Syndicat francilien de la production agricole et de l'hippisme SFPAH CFDT

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

En application de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale, la clause de revalorisation des prestations incapacité de travail temporaire et permanente doit être dorénavant déterminée au niveau de l'institution et non plus par la MSA. Le présent avenant intègre cette modification.

Article 1^{er}

Dans le quatrième alinéa de l'article 2 de l'accord, intitulé « Incapacité temporaire de travail », la troisième condition de versement des indemnités journalières complémentaires :

« - les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières légales » est supprimée.

Article 2

Le quatrième alinéa de l'article 3 de l'accord intitulé « Incapacité permanente de travail » :
« Les prestations sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales » est supprimé.

Article 3

L'article 3 *bis* ci-dessous est ajouté :

« Article 3 *bis*

Revalorisation des prestations

À la fin de chaque année civile, la revalorisation des prestations incapacité de travail temporaire et permanente est examinée par le conseil d'administration de l'institution, lequel fixe, pour l'exercice suivant, le coefficient servant à la revalorisation des prestations en cours de service. »

Article 4

Dans le second alinéa de l'article 9 de l'accord, intitulé « Révision dénonciation », le deuxième paragraphe est réécrit ainsi :

« - il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité ; ».

Article 5

Date d'effet et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord collectif de prévoyance du 16 juin 2008.

Fait à Paris, le 24 juin 2016.

(Suivent les signatures.)